



HONGRIE

Veille santé et pharmaceutique Hongrie Juillet- Août 2025

Secteur public

Projet de diminution de la charge patronale de 1 %

Les employeurs en Hongrie sont tenus de payer diverses cotisations de sécurité sociale et d'assurance pour leurs employés. Selon les négociations en cours, ces charges pourraient baisser d'un point supplémentaire, et ainsi passer de 13 % à 12 % en 2026. Le taux de ces charges suit une trajectoire fortement descendante depuis de nombreuses années : si cette nouvelle réduction se concrétise, on pourra parler d'une baisse de 15 % en dix ans. La loi budgétaire de 2026 prévoit actuellement des recettes sociales de 3 617 Mds HUF. Selon un calcul simplifié, une réduction de 1 point de pourcentage des cotisations sociales pourrait entraîner une perte de recettes brutes d'environ 278 Mds HUF. Ce projet prévoit clairement de soutenir la convergence salariale en Hongrie, mais elle pourrait compromettre la viabilité à long terme des grands systèmes de prévoyance et entraîner une augmentation supplémentaire du déficit des caisses de sécurité sociale.

Fonds européens

La Commission européenne autorise des aides d'État d'un montant maximal de 403 M EUR, octroyées par cinq États membres, dont la Hongrie, en faveur du deuxième projet important d'intérêt européen commun dans le secteur des soins de santé, visant à soutenir les innovations dans les dispositifs médicaux, et notamment l'introduction d'éléments numériques et d'intelligence artificielle (IA) novateurs dans les dispositifs médicaux.

Les États membres fourniront jusqu'à 403 M EUR de financement public, ce qui devrait permettre de débloquer 826 M EUR supplémentaires d'investissements privés.

Dettes des hôpitaux

La croissance de l'endettement des hôpitaux a ralenti, mais ne s'est pas arrêtée, selon les dernières données du Trésor public hongrois (MÁK). À la fin du mois de juin, les hôpitaux hongrois et leurs institutions annexes avaient accumulé 31 Mds HUF de dettes ; 49,2 Mds HUF en prenant en compte les cliniques universitaires. L'encours de la dette concernait 186 établissements, dont seulement 85 n'avaient que des dettes inférieures à 30 jours.

Dans le même temps, avec l'introduction d'un plafond d'endettement acceptable (qui peut atteindre 80 Mds HUF par an), les dirigeants des établissements doivent également être plus attentifs à l'évolution de leur endettement, en particulier aux dettes échues depuis plus de 60 jours.

Les fournisseurs de matériel médical ressentent également les effets bénéfiques des 150 Mds HUF supplémentaires votés par le gouvernement l'année passée. Un montant de 12,5 Mds HUF est versé aux hôpitaux chaque mois pour régler leurs dettes.

László Rásky, Secrétaire général de l'Association des technologies médicales, a toutefois souligné que même si le volume des dettes est inférieur à celui de l'année dernière à la même période (en été 2024, les dettes accumulées par les hôpitaux dépassaient largement les 80 Mds HUF), il est encore assez élevé et continue de représenter un facteur de risque important.

Selon les prévisions, le budget de l'année prochaine prévoirait 80 Mds HUF supplémentaires pour modérer la croissance de la dette.

Situation d'urgence dans le secteur dentaire public

Ces dernières années, la crise des soins dentaires de base s'aggrave en Hongrie. Actuellement, près d'un million de personnes n'ont pas de dentiste attiré et environ cinquante cabinets ont fermé leurs portes au cours des trois dernières années, selon les sources de Népszava.

La situation la plus grave concerne l'orthodontie pédiatrique, où le délai d'attente peut atteindre 4 à 6 ans. L'accès aux traitements parodontaux est tout aussi critique, avec des délais d'attente pouvant atteindre plusieurs mois.

Certains soins sont effectivement gratuits, comme les traitements de conservation dentaire, les extractions dentaires et, pour les personnes âgées de plus de 62 ans, la plupart des prothèses dentaires, moyennant le paiement des frais techniques. Cependant, le système de financement ne soutient pas suffisamment les dentistes publics, qui ont de plus en plus de mal à maintenir leur cabinet avec les montants versés par la Caisse nationale d'assurance maladie (NEAK), principalement en raison de la flambée des prix de l'énergie et de l'inflation. C'est pourquoi de nombreux dentistes quittent le système financé par l'État.

Selon les études, 75 à 95 % des jeunes enfants ne bénéficient pas de soins dentaires adéquats. Chez les personnes âgées, la perte de dents est importante : 30 % des personnes de plus de 65 ans et 40 % des personnes de plus de 75 ans n'ont plus leurs dents naturelles.

Liste d'attentes

Selon les données de l'assurance maladie, la durée des trois listes d'attente les plus longues pour une intervention chirurgicale a encore augmenté à la mi-août, et a dépassé les 31 000 (ce chiffre était de 27 000 en janvier) :

- Opération de genou : 17 500
- Opération de la hanche : 9000
- Opération de la cataracte : 5000

Pour les opérations de la cataracte, il faut attendre en moyenne 47 jours dans tout le pays avant d'être opéré. Mais à l'hôpital Kanizsai Dorottya de Nagykanizsa, par exemple, les patients doivent patienter 229 jours, selon les données de la NEAK à la fin de l'été.

Au cours des six derniers mois, le temps d'attente moyen au niveau national pour les patients en attente d'une prothèse du genou était de 269 jours. À l'hôpital universitaire Kaposi Mór de Somogy, ce temps d'attente était de 735 jours. Pour une prothèse de hanche, le temps d'attente moyen était de 121 jours, mais au service de chirurgie orthopédique de la clinique de rééducation du centre clinique de l'université Semmelweis, il fallait patienter 309.

Le 15 juillet, le ministre de l'Intérieur, Sándor Pintér, a démis de ses fonctions Zsolt Kiss, directeur général de la NEAK, qui travaillait depuis 30 ans dans le domaine de l'assurance maladie. Si le licenciement de ce spécialiste n'a pas été justifié, il est certain que c'est lié aux listes d'attente.

Cette situation amène de plus en plus de personnes à avoir recours aux soins de santé privés, pour lesquels les délais sont beaucoup moins longs. Un cinquième des Hongrois consultent déjà des médecins spécialistes privés, principalement en raison des délais d'attente plus courts, des meilleures conditions et des équipements plus performants.

Nombre de médecins en Hongrie

En Hongrie, selon les données du KSH (Office central de statistiques), le nombre de médecins a augmenté de 9 000 entre 2010 et 2024, soit de 34 000 à 43 000. En parallèle, de nombreux médecins choisissent d'exercer dans deux cabinets.

Le nombre de médecins demandant un certificat officiel pour travailler à l'étranger ne cesse de diminuer. En 2024, ils n'étaient plus que 400 (le pic ayant été atteint en 2012 avec 990 médecins). Les trois quarts d'entre eux continuaient à rédiger des ordonnances en Hongrie, ce qui signifie qu'environ 300 médecins faisaient la navette et qu'une centaine seulement avait définitivement quitté le pays.

Le nombre de médecins pour 10 000 habitants a augmenté ces dernières années. En 2024, on comptait 45 médecins pour 10 000 habitants, contre 44 en 2023. La couverture médicale était la plus favorable à Budapest, ainsi que dans les comtés de Baranya, Hajdú-Bihar et Csongrád-Csanád.

Malgré une hausse de 12 % en deux ans, les habitants du comté de Nógrád continuent de souffrir du manque de médecins. En 2024, on y comptait seulement 23 médecins pour 10 000 habitants.

L'augmentation du nombre de médecins s'est accompagnée d'une augmentation du nombre de qualifications professionnelles. En 2024, plus d'un cinquième des médecins en activité avaient un diplôme de médecine générale (pas encore de spécialisation), une proportion qui reflète le nombre élevé de médecins en début de carrière.

Bien que le nombre de médecins en activité ait augmenté l'année dernière, le nombre de médecins généralistes et de pédiatres a continué de diminuer. En juillet 2025, plus d'un millier de cabinets généralistes étaient sans médecin en Hongrie. Selon l'Ordre des médecins hongrois, le système de santé hongrois se trouve dans une situation grave.

L'année dernière, 5 469 médecins généralistes exerçaient en Hongrie, soit une moyenne de 5,7 médecins généralistes ou pédiatres pour 10 000 habitants, contre 5,8 en 2023.

Le taux de couverture variait entre 4,7 et 7,1 médecins pour 10 000 habitants, avec le taux le plus bas dans le comté de Pest et le plus élevé dans celui de Baranya.

Un médecin généraliste ou un pédiatre soignent en moyenne près de 13 000 patients, soit une augmentation de 2,2 % en un an. En comptant les jours ouvrables officiels, les médecins qui travaillent dans les soins de base ont vu 52 patients par jour dans leurs cabinets.

Dans la plupart des comtés, le nombre de patients par médecin généraliste et pédiatre était compris entre 13 000 et 17 000, à l'exception de Budapest, où ce chiffre était de 9 189.

Bien que le nombre de patients traités par les médecins généralistes et les pédiatres à domicile ait légèrement diminué par rapport à la période précédente, les soins télémedicaux ont augmenté de 5,6 %. Les consultations médecin-patient ne nécessitant pas de rencontre physique sont devenues les plus fréquentes dans le domaine des soins pédiatriques : en 2024, les pédiatres ont pris en charge 28 % de leurs patients en téléconsultation (17 % pour les généralistes).

Après l'hypertension artérielle, les problèmes musculosquelettiques constituent la deuxième maladie chronique la plus fréquente chez les Hongrois. Un cinquième de la population, 17 % des hommes et 22 % des femmes, souffre de douleurs lombaires et dorsales, et 15 % d'arthrose. L'année dernière, 63,7 millions de consultations ambulatoires financées par l'assurance maladie ont été enregistrées, soit 1 % de plus qu'un an auparavant.

La plus forte augmentation de consultation a été enregistrée dans le domaine de la physiothérapie, avec 23 %, mais les consultations dentaires et les soins d'urgence ont également connu une augmentation de plus de 10 %.

Secteur pharmaceutique

Egis

La filiale du groupe français Servier, Egis, va investir 14,5 Mds HUF dans l'expansion de sa base à Körmend (ouest de la Hongrie).

Cet investissement est soutenu par une subvention gouvernementale de 3,5 Mds HUF, a déclaré lundi le ministre des Affaires étrangères et du Commerce, Peter Szijjarto. Egis emploie aujourd'hui 3 800 personnes en Hongrie, a précisé le ministre. L'entreprise a consacré 20 Mds HUF à la recherche et au développement l'année dernière et fabrique plus de 650 produits pharmaceutiques dans le pays. Egis modernise également son usine de comprimés et la production de préparations galéniques (c'est-à-dire les formes pharmaceutiques non solides, telles que les crèmes, les pommades, les gels, les suppositoires), ainsi que l'usine d'emballage.

M. Szijjarto a souligné que le gouvernement avait soutenu 34 investissements pharmaceutiques majeurs au cours de la dernière décennie, pour un montant total de 36 Mds HUF, aidant ainsi les investisseurs à créer 240 Mds HUF d'investissements et des milliers d'emplois. Egis a déclaré que l'objectif de cet investissement

était d'augmenter la capacité de production, d'emballage et de stockage et de moderniser la technologie. Egis a réalisé un chiffre d'affaires de 269,5 Mds HUF au cours de l'exercice 2024.

Dépenses pharmaceutiques

Le budget 2026, prévoit de consacrer 566,8 Mds HUF aux médicaments, soit une augmentation de 6 % par rapport à cette année. Plus de 76 % du budget, soit 434,4 Mds HUF, seront consacrés aux dépenses liées aux subventions pour les médicaments.

En 2024, le nombre de pharmacies a augmenté, inversant la tendance négative qui durait depuis des années. En décembre 2024, on comptait 2 900 pharmacies en activité, soit 28 de plus qu'un an auparavant.

Les ventes de médicaments sur ordonnance ont augmenté de 9 %, celles de ceux en vente libre de 7 % et celles des autres produits de pharmacie de 6 %. Le chiffre d'affaires total a atteint 1 200 Mds HUF en 2024, alors que l'année précédente, la population avait dépensé 1 095 Mds HUF en médicaments.

En 2024, la population a payé 17 000 HUF en pharmacie pour les médicaments subventionnés, contre environ 15 000 HUF un an plus tôt, selon les données de l'Office central des statistiques (KSH).

En moyenne, chaque patient a payé 15 ordonnances dans les pharmacies en 2023. Les dépenses de santé en Hongrie restent faibles : elles ne représentaient que 4,1 % du PIB. En conséquence, les Hongrois assument une part beaucoup plus importante de leurs frais médicaux que la moyenne européenne, notamment pour les médicaments (Commission européenne, rapport sur la Hongrie). En Hongrie, la population paie de sa poche 30 % de l'ensemble des soins de santé, alors que dans l'Union européenne, ce pourcentage n'atteint que 15 %.

Dans le même temps, des changements importants vont intervenir dans les pharmacies : les pharmaciens pourront bientôt prescrire certains médicaments, a annoncé Péter Takács, secrétaire d'État à la Santé, lors de la Journée des pharmacies.

Sources : Portfolio, Index, Telex, Nouvelle Gazette, HAC, Economx, Péncentrum, Népszava